



3511 2022CA0010  
3511 2022 0004

## **DECISION**

Le Maire de Mulhouse

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire
- VU** l'arrêté n°2020-825 du 4 juillet 2020 portant délégation de fonction à Monsieur l'Adjoint Thierry Nicolas pour traiter des questions relevant de l'administration générale et des affaires juridiques

**CONSIDERANT** que, par requête en excès de pouvoir enregistrée le 23 mai 2022 au greffe du Tribunal Administratif de Strasbourg, M. a demandé l'annulation de la décision de la Ville de Mulhouse du 22 mars 2022 portant refus de prise en charge d'une formation.

**CONSIDERANT** que, par décision du 23 juin 2022, le Tribunal Administratif a considéré qu'une mesure de médiation serait susceptible de régler à bref délai ce litige et a désigné Madame Françoise BLANCHARD en qualité de médiatrice.

**CONSIDERANT** que la Ville de Mulhouse a donné son accord pour la mise en œuvre d'une médiation dans le cadre de ce litige

**CONSIDERANT** que la Ville de Mulhouse entend être assistée par un avocat

## D é c i d e :

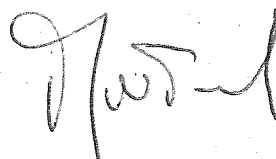
**Article 1<sup>er</sup>** : La Ville de Mulhouse agit en défense dans le cadre du litige l'opposant à Monsieur et désigne la SELARL LE TEMPS DES DROITS, Avocats au Barreau de Strasbourg, afin de l'assister durant la procédure de médiation mise en œuvre dans le cadre de cette affaire.

**Article 2** : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification au conseil de Monsieur et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Article 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mulhouse, le 18 juillet 2022

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué



Thierry NICOLAS